

drapeau dans un pays est aussi important que les problèmes que j'ai mentionnés.

Comment faudrait-il régler le problème? Je vous le dirai, monsieur l'Orateur. La meilleure façon de le faire, ce serait d'adopter l'amendement proposé par le chef de l'opposition. Le premier ministre se gagnerait le respect de tous les Canadiens s'il ne demandait que l'opinion de la Chambre plutôt que de présenter une motion qui met en jeu le mandat du Parlement. Il y a d'autres façons. La question pourrait être déferée à un comité conjoint de la Chambre des communes et du Sénat. On pourrait aussi l'examiner. C'est une question trop importante pour être l'objet de politicalleries. Ce n'est pas juste. Il ne faudrait pas agir ainsi. Cela ne fait pas de doute.

J'ai des citations, concernant un plébiscite, dont j'aimerais donner lecture. Elles sont toutes favorables à un plébiscite et la première est extraite d'un article paru dans le *Telegraph Journal* du 23 mai 1964 et rédigé par M^{me} Jean Sweet, femme éminente de Saint-Jean (N.-B.). Les arguments qu'elle fait valoir en faveur d'un plébiscite sont tellement concluants que j'aimerais les consigner au compte rendu:

Normalement, comme la plupart des gens pacifiques, je répugne à prendre position sur les questions d'intérêt public. Mais j'estime que le moment est venu de se prononcer sans ambages sur la question du drapeau.

La plupart des gens savent que les grands arbres ont de grosses et fortes racines. Si l'on entaille les racines, on affaiblit l'arbre. Si l'on enlève trop de racines, il ne reste plus rien. L'arbre qui a poussé lentement pendant bien des années, s'affaiblit, tombe et se putréfie.

Les loyautés croissent de la même façon, prenant racine dans un terrain propice. Sans loyautés, même mal inspirées, l'homme n'est qu'une épave.

Des millions de Canadiens ont grandi comme moi dans l'atmosphère agréable d'un Canada que nous avons appris à respecter et considérer avec fierté dès notre enfance. On nous a appris à ne pas nous vanter constamment et bruyamment de notre pays, mais à apprécier plutôt ce que nous possédions et à nous sentir en sécurité.

D'abord, notre drapeau a toujours symbolisé le pays. A mesure que le Canada progressait, ce drapeau devenait plus vénérable. Depuis notre petite enfance nous avons aimé le dessin, simple mais bien conçu, de l'Union Jack—qui intègre avec tant de soins les principaux éléments de la Grande-Bretagne. Nous étions fiers de voir figurer les armes du Canada sur le battant de ce magnifique drapeau. Nous chantions en son honneur. C'était le symbole de notre pays.

Quand je fréquentais l'école je ne me souviens pas qu'il ait été question d'un «problème québécois». Je me souviens de Montréal comme d'une ville fascinante où je souhaiterais aller, et où—en plein cœur de notre Canada—on parlait deux langues et où s'établissaient et vivaient bien des gens arrivés d'autres pays.

J'aimais par-dessus tout regarder, enfant, le fier Royal 22—les Van Doos—passer au pas de parade dans les rues de notre ville, en cours d'entraînement—avec, à leur tête, la haute et mince stature du colonel Vanier (je ne connaissais pas alors son nom, pas avant de l'avoir rencontré comme gouverneur général). Depuis lors, j'ai vu—ou j'imaginai—ses magnifiques troupes francophones se

«battre pour notre drapeau» à mesure que nous parvenaient les nouvelles de leurs exploits. Quand nous chantions: «Nous n'abandonnerons jamais le vieux drapeau» (*We'll never let the old flag fall*), le 22^e figurait dans le tableau, ses soldats se faisant tuer en France pour ce drapeau.

En ce qui me concerne, personne, aucun groupe d'agitateurs ne peut me dire: «Voilà notre nouveau drapeau». Il s'agit là de racines, de racines canadiennes. S'il est possible de jeter si facilement mon drapeau au rancart, pourquoi pas mon pays et tout ce que je croyais qu'il représentait. C'est inquiétant, troublant—et je me demande ce qu'il arrivera encore.

Ce n'est pas là une question que peut décider un seul homme, un seul parti ou même un seul gouvernement. Elle doit faire l'objet d'un vote précis, d'un plébiscite national où se prononceraient les citoyens—sans tenir compte des affiliations de partis. C'est une question au sujet de laquelle chaque citoyen a le droit de se prononcer par principe, sur ce qui doit se faire—sans considération de parti, du voisin, du chef, ou d'un quelconque groupe autoritaire, avec lesquels il croit devoir s'identifier.

Ce vote devrait être protégé par tous les moyens contre toute pression ou ingérence. Le but devrait le préciser nettement, sans équivoque ni possibilité de malentendu.

Je suis convaincu que bon nombre de nos nouveaux citoyens, ceux qui ont choisi le Canada et tout ce qu'il représente...

Tout à l'heure, le député de Yorkton a mentionné qu'ils avaient prêté serment...

... quand, venant d'ailleurs, ils se sont réfugiés ici, doivent préférer le drapeau qu'ils ont choisi et auquel ils ont prêté si récemment serment d'allégeance.

En ce qui me concerne... je ne suis qu'une citoyenne sans importance (et il y a des millions de citoyens sans importance, sinon il n'y aurait pas de nation)... mais, sans le drapeau qu'on m'a appris à respecter depuis ma plus tendre enfance, je ne me sentirais plus canadienne.

Je citerai, en outre, le *Telegram* de Toronto, les *News*, de Chatham, et le *Times*, de Moncton. Le *Telegram* de Toronto dit ceci:

Il faudrait permettre à la population canadienne de décider si elle veut vivre sous l'égide du drapeau de ses pères ou le remplacer par un nouvel emblème... Que M. Pearson demande au peuple, par la voie d'un plébiscite, s'il veut remplacer le pavillon comportant les symboles de notre état de nation par un autre, qui a pour fond la couleur de la reddition et semblerait, d'autre part, convenir à un arboretum...

Voici ce que disait le *News* de Chatham:

En annonçant qu'il était prêt à mettre en jeu le sort de son gouvernement sur la question du drapeau, le premier ministre Pearson a eu recours à une des manœuvres politiques les plus astucieuses de l'histoire du Canada. Le premier ministre sait bien que personne, ni dans les partis d'opposition ni dans la population, ne désire des élections à ce moment-ci. Nous souscrivons à l'opinion de ceux qui demandent que la question soit soumise à une consultation populaire.

Et le *Times* de Moncton avait ceci à dire:

Il n'existe qu'une seule bonne solution: un référendum national s'étendant à tous les électeurs et peut-être aussi aux jeunes Canadiens. Le bulletin de vote devrait être aussi complet que possible, demandant si l'on désire ou non changer de drapeau et, si oui, lequel de plusieurs modèles on favorise comme premier, deuxième, troisième choix,